

Yes Africa Can

*Etudes de cas : réussites
sur un continent dynamique*



Introduction

Le paysage économique africain a radicalement changé depuis le milieu des années 90 : dans de nombreux pays, la stagnation a fait place au dynamisme. L'Afrique se transforme de façon spectaculaire comme en témoignent, par exemple, l'impressionnant taux de croissance du Mozambique (8 % par an en moyenne depuis plus de dix ans), les bonnes performances des exportations maliennes de mangues, les transferts monétaires effectués par téléphone mobile grâce au système M-pesa ou les activités touristiques du Rwanda centrées sur la vie des gorilles. Cette tendance positive a plusieurs origines : un meilleur leadership, les progrès de la gouvernance, l'amélioration du climat des affaires, l'innovation, l'application de solutions fondées sur les règles du marché, la plus grande participation des citoyens et une préférence pour des solutions locales. Les Africains jouent un rôle moteur croissant dans le développement de leur continent.

L'étude sur les exemples de réussite en Afrique met en lumière plusieurs succès remportés récemment sur le plan du développement dans un large éventail de domaines, en vue de: 1) mieux faire connaître au sein de la région la remarquable transformation en cours dans de nombreux pays africains ; 2) déterminer quelles mesures ont donné de bons résultats et pour quelles raisons, notamment en réévaluant les cas reconnus de réussite, afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine des succès enregistrés dans la région ; et 3) tirer des enseignements pratiques pour guider les politiques et les interventions.

Objectif

L'objectif principal est de promouvoir la connaissance à l'échelle régionale et de diffuser les enseignements tirés de l'expérience en mettant particulièrement l'accent sur la possibilité de les appliquer et de les adapter ailleurs.

L'étude a été réalisée par le Bureau de l'économiste en chef pour la Région en Afrique et pilotée par **Punam Chuhan-Pole** (économiste principale). Le personnel de la Région Afrique et d'autres membres des services de la Banque mondiale ont apporté leur contribution à différents stades du projet, notamment en choisissant les études de cas, en donnant conseil aux auteurs. Les travaux, auxquels ont participé un grand nombre d'experts et de professionnels du développement, ont été menés sous la direction de **Shanta Devarajan**, économiste en chef pour la Région Afrique.

Table des matières

- 2 Le Boom des exportations des mangues maliennes – Rapprocher les agriculteurs des marchés grâce aux innovations dans la chaîne de valeur
- 3 Un café de meilleure qualité au Rwanda – Libéralisation économique dans le secteur du café
- 4 Le secteur de l’habillement au Lesotho – Rôle de l’État dans la création d’une masse critique pour la compétitivité des exportations
- 5 Le cacao au Ghana – Façonner la réussite économique
- 6 Relancer le tourisme au Rwanda – Les gorilles et bien d’autres atouts
- 7 La transformation du Cap-Vert – Le tourisme comme moteur de la croissance
- 8 L’agriculture au Kenya – Accroître l’utilisation d’engrais par les petits agriculteurs
- 9 Un nouveau riz pour l’Afrique (NERICA) – Mise au point, résultats et enseignements
- 10 Pompes d’irrigation KickStart – Adapter les technologies aux défis du développement
- 11 Gouvernance économique au Libéria – L’amélioration de la gouvernance dans un environnement post-conflituel
- 12 Les administrations locales en Sierra Leone – Reconstruire dans un pays sortant d’un conflit
- 13 La révolution des TIC en Afrique – Transformer les économies, changer les vies
- 14 Le système M-PESA au Kenya – Explosion des paiements par téléphone mobile
- 15 Le secteur de l’électricité en Afrique – Remédier aux carences de l’offre avec l’aide des producteurs d’électricité indépendants
- 16 Forte croissance économique au Mozambique – Le rôle de la politique macroéconomique
- 17 Croissance et résultats économiques en Ouganda – L’importance d’une réforme durable
- 18 Planning familial en Afrique subsaharienne – Progrès, perspectives et enseignements
- 19 L’élargissement de la couverture de l’assurance santé – Le Ghana et Le Rwanda
- 20 L’Éducation en Ouganda – L’enseignement primaire pour tous grâce à l’abolition des frais de scolarité

Le Boom des exportations des mangues maliennes

Rapprocher les agriculteurs des marchés grâce aux innovations dans la chaîne de valeur

Les exportations de mangues vers l'Union européenne ont quintuplé entre 2003 et 2008

Le Mali a surmonté des difficultés au niveau des infrastructures et de la chaîne d'approvisionnement grâce à un système de transport multimodal

Le défi

Le Mali est un pays enclavé dont l'économie dépend fortement de l'agriculture, mais qui dispose d'une infrastructure de transport limitée et qui était handicapé, jusqu'à une période récente, par une faible connaissance du marché et des exportations agricoles peu compétitives. Lorsque le gouvernement a décidé de diversifier les exportations maliennes dans les années 90 grâce à la mangue, il s'est trouvé confronté à plusieurs grands problèmes : le coût élevé du fret aérien, le manque d'accès aux ports maritimes et les carences des techniques de récolte et de l'infrastructure post-récolte. Le manque de financement, l'insuffisance des capacités de gestion, un climat défavorable aux investissements, une organisation déficiente et l'absence de marché foncier ont exacerbé ces problèmes.

La démarche

En 2000, le Mali a commencé à mettre en place un système de transport multimodal (routier, ferroviaire et maritime) pour acheminer plus efficacement les exportations de mangues vers le marché européen. Grâce à un partenariat avec des opérateurs privés et à l'appui financier de bailleurs de fonds, le pays a mis en place un système de chaîne du froid (réfrigération), procédé à des améliorations phytosanitaires, mis en œuvre des programmes de certification et de traçabilité, et offert aux travailleurs agricoles maliens une formation dans la gestion des vergers et la manutention après récolte. La stratégie, toutefois, visait avant tout à relever les revenus des populations rurales.

Les résultats

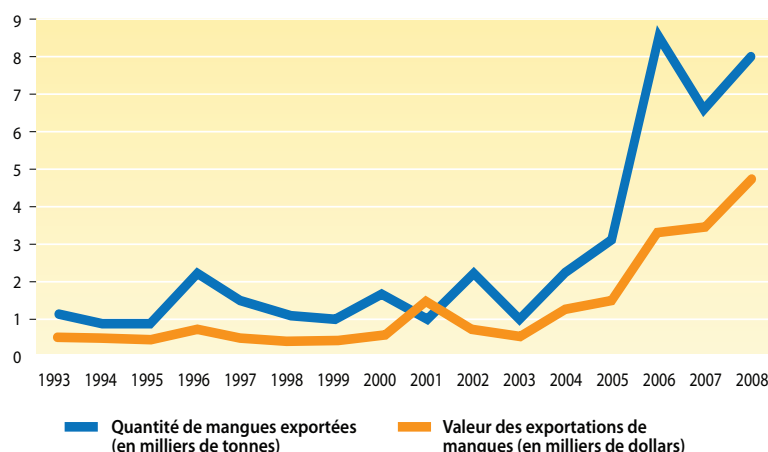
Tout d'abord, les exportations maliennes de mangues vers l'Union européenne ont quintuplé entre 2003 et 2008. Les exportations par voie maritime sont passées de zéro en 1993 à 4 600 tonnes. Dans le même temps, les délais de transit des cargaisons de mangues entre Sikasso et l'Europe du Nord sont passés de 25 jours à 12 jours et le Mali est de plus en plus considéré comme une importante source d'approvisionnement en fruits de l'Union européenne. Cette approche a permis en outre aux cultivateurs d'obtenir des prix à la production nettement plus élevés pour leurs mangues : 125 francs CFA en 2008, contre 50 francs CFA en 1993.

Les enseignements

L'expérience malienne souligne combien il est important de combiner plusieurs ingrédients — investissements publics-privés, compétences techniques, capacités nationales et innovation — pour obtenir des changements économiques positifs. De surcroît, elle met en évidence la nécessité de déployer des efforts durables en faveur du développement et l'importance de la création de partenariats à l'appui de l'amélioration de la chaîne de valeur et de la croissance des exportations.

Auteurs : Patrick Labaste, Yeyande Sangho, Christophe Ravry, Groupe de la Banque mondiale.

Exportations de mangues (1993-2008)



Un café de meilleure qualité au Rwanda

Libéralisation économique dans le secteur du café

Le prix moyen du kilogramme de café exporté par le Rwanda a presque doublé de 2003 à 2008 en passant de 1,60 USD à 3,10 USD

Les stations de lavage du café ont créé des emplois et des avantages indirects importants tels que l'acquisition de connaissances et la coopération économique informelle

Le défi

L'agriculture est le principal moyen d'existence de 90 % de la population rwandaise. La plupart des cultivateurs pratiquent une agriculture de subsistance, mais certains produisent des cultures d'exportation, notamment le café. Pendant de nombreuses années, toutefois, le secteur du café souffrait du syndrome « faible qualité/faible quantité ». Le système de production obligatoire, le niveau élevé des taxes à l'exportation et l'existence d'un organisme monopsonne de contrôle des exportations n'incitaient guère les producteurs à investir dans la production de café de qualité. L'instabilité des cours mondiaux du café dans les années 80 et les prises de bénéfices réalisées par les pouvoirs publics en période de prix élevés, conjuguées aux destructions économiques survenues durant le génocide de 1994, ont encore aggravé la situation des producteurs de café.

La démarche

La réforme du secteur du café rwandais a été réalisée en plusieurs étapes. La première a commencé peu après le génocide, lorsque le gouvernement a éliminé divers obstacles aux échanges commerciaux, pris des mesures pour inciter les groupes et les individus à produire du café totalement (plutôt que partiellement) lavé et encouragé l'entrepreneuriat dans le secteur. Des réformes plus ambitieuses ont été mise en œuvre à partir de 2002 : en collaboration avec des consultants et des bailleurs de fonds, les pouvoirs publics ont étudié la possibilité d'accroître la valeur du café rwandais grâce à la production de cafés spéciaux de meilleure qualité, lavés et fermentés. En 2002, le gouvernement a publié une Stratégie nationale du café visant à conquérir une plus grande partie du marché des cafés spéciaux. Dans l'intervalle, le pays s'est équipé d'une centaine de stations de lavage de café.

Les résultats

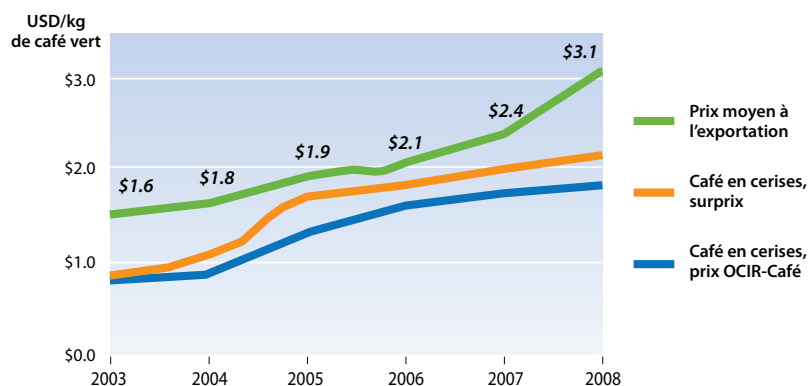
Grâce à la politique de libéralisation du secteur du café mise en œuvre par le Rwanda, les 500 000 caféiculteurs du pays ont maintenant la possibilité de vendre des grains de café de meilleure qualité à un prix plus élevé. Le prix moyen à l'exportation a presque doublé entre 2003 et 2008. Pour les petits agriculteurs et les autres participants à la chaîne de valeur du café, la production de café spéciaux se traduit non seulement par une hausse de revenu, mais aussi par le renforcement des liens avec les marchés mondiaux et les effets positifs liés à la coopération économique informelle qui se produit dans les stations de lavage. Au 31 décembre 2006, ces stations avaient créé 4 000 emplois. Les exportations de café ont engendré 47 millions de dollars de recettes en 2008 contre 35 millions de dollars en 2007.

Les enseignements

Certains aspects de la démarche adoptée dans le secteur du café pourraient être repris dans d'autres domaines, ce qui aiderait le Rwanda à progresser vers son objectif : devenir une économie stable à revenu intermédiaire. Le transfert d'incitations du secteur public au secteur privé dans le cadre de la

réforme du secteur caféicole est un autre élément important. Enfin, il est certain que le Rwanda peut prendre des mesures supplémentaires pour améliorer le fonctionnement du secteur du café — par exemple en renforçant les incitations par les prix pour encourager les producteurs à privilégier les cafés de qualité, améliorer la gestion des coopératives de producteurs et réduire les frais de transport, qui restent élevés en raison de la faiblesse des infrastructures rwandaises et de la position enclavée du pays.

Auteur : Karol C. Boudreaux, Mercatus Center, George Mason University



Le secteur de l'habillement au Lesotho

Rôle de l'État dans la création d'une masse critique pour la compétitivité des exportations

Le défi

Le Lesotho est un pays enclavé de deux millions d'habitants doté d'une infrastructure de transport limitée, de marchés des facteurs (terre, travail et capital) insuffisamment développés, des compétences techniques inadéquates et de liaisons industrielles déficientes en aval comme en amont. Aussi, le Lesotho a-t-il longtemps peiné à soutenir la concurrence internationale dans tous les secteurs.

La démarche

Au début des années 2000, le Lesotho a mis en œuvre une stratégie énergique pour promouvoir les investissements et les exportations, juste à temps pour tirer profit de la loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) dont l'application se poursuivra jusqu'à la fin de 2015 (législation AGOA III). Tout d'abord, le pays a pris des mesures pour accélérer le développement des marchés des facteurs, par exemple en louant aux investisseurs des carcasses de bâtiments industriels publics à des tarifs subventionnés. Ensuite, il a renforcé la coopération public-privé pour élaborer des normes acceptables au plan international sur le droit du travail, les rémunérations et les qualifications. Enfin, les autorités nationales ont collaboré avec le secteur privé pour créer des infrastructures et des services commerciaux à l'appui de la chaîne de valeur du secteur de l'habillement, notamment en ce qui concerne les liaisons en aval et en amont, les transports, la logistique et les procédures douanières.

Les résultats

Grâce à la stratégie mise en œuvre par les autorités en faveur de l'industrie de l'habillement, le secteur est devenu non seulement un point d'ancrage pour une vaste gamme d'industries manufacturières légères, mais aussi un important facteur de croissance et de compétitivité pour l'économie. L'expansion du secteur de l'habillement a eu des effets positifs immédiats sur l'emploi et a créé des liaisons en aval et en amont dans la chaîne de valeur. Elle a eu un impact énorme sur les ventes à l'étranger : les exportations d'habillement du Lesotho vers les États-Unis ont atteint 350 millions de dollars en 2008, soit 29 % de la totalité de l'habillement écoulés par l'Afrique subsaharienne sur le marché américain. Même des pays tels que Maurice et l'Afrique du Sud, dont le revenu est plus élevé, sont en train de perdre rapidement leurs avantages comparatifs et compétitifs vis-à-vis du Lesotho dans le secteur de l'habillement.

Les enseignements

Les pays dont le profil de développement est semblable à celui du Lesotho peuvent tirer plusieurs leçons de l'expérience du secteur de l'habillement de ce pays. Premièrement, le Lesotho a conçu des stratégies compétitives, conjuguant des mesures à court terme et des objectifs à long terme, sur les marchés

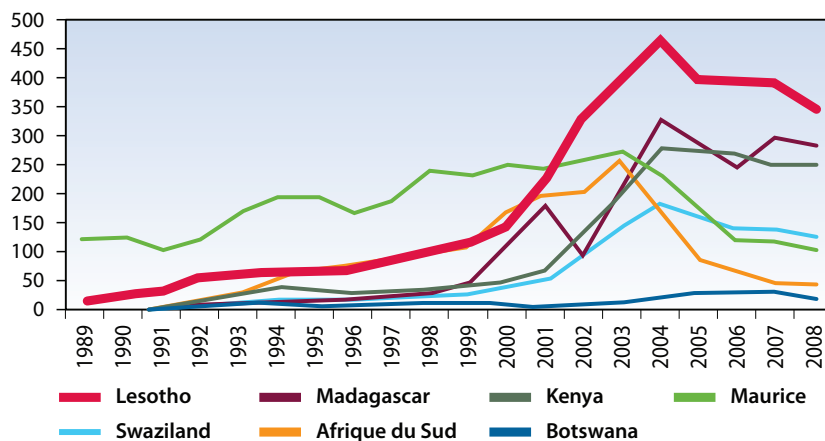
des facteurs. L'expérience du pays montre aussi que la collaboration est nécessaire : la compétitivité n'est pas seulement du ressort des entreprises ni uniquement une question de politiques publiques, et la collaboration des secteurs public et privé peut avoir des répercussions très positives sur une industrie en développement. Enfin, l'exemple du Lesotho montre que les pays ne doivent pas prendre le « marché » pour argent comptant : les marchés mondiaux sont influencés par une multitude d'accords bilatéraux et multilatéraux, et les pays doivent déterminer comment ils peuvent en tirer parti d'un point de vue stratégique plutôt que de mener seuls la bataille de la compétitivité.

Auteur : Mallika Shakya, University of Oxford

Les exportations
d'habillement du Lesotho
aux États-Unis ont
plus que doublé
de 2000 à 2008

En 2008, plus de 52 000
personnes travaillaient
dans le secteur de
l'habillement contre
environ 17 000 en 2000

Importations par les États-Unis de vêtements et de textile en provenance des pays AGOA (millions de dollars), 1989–2008



Façonner la réussite économique

Le cacao est un moyen de subsistance pour plus de 700 000 Ghanéens et constitue depuis longtemps une source majeure de recettes d'exportation

À la suite du quasi-effondrement de la production de cacao au début des années 80, les politiques mises en œuvre par le Ghana ont relancé le secteur à partir du milieu des années 80, puis durant les années 90 ; de 2001 à 2003, la production a doublé

Le défi

Il existe des liens anciens et profonds entre la filière du cacao et l'économie ghanéenne. Depuis l'indépendance du pays, en 1957, le cacao occupe une place primordiale dans le débat national sur le développement, les réformes et les stratégies de réduction de la pauvreté. Le cacao offre un moyen de subsistance à plus de 700 000 agriculteurs des régions tropicales du sud du pays et a longtemps constitué une part importante des recettes d'exportation. Pour autant, la production de cacao n'a pas été une réussite parfaite : la production ghanéenne a fortement baissé dans les années 60 et 70 et le secteur était près de s'effondrer au début des années 80. Il est toutefois possible de tirer d'utiles enseignements des aléas du secteur.

La démarche

Durant les 30 dernières années, le Ghana a pris des mesures pour accroître la production de cacao et améliorer la situation des producteurs. Après le quasi-effondrement du secteur dans les années 80, le Ghana a relevé progressivement la part du prix franco à bord (FAB) du cacao versée aux agriculteurs pour la faire passer d'environ 10 % à près de 80 %. Les offices de commercialisation du cacao ont été libéralisés à partir de 1992 et les progrès techniques ont été encouragés.

Les résultats

La politique appliquée par le Ghana dans le domaine du cacao a eu quatre résultats notables : l'émergence du pays comme l'un des principaux producteurs de cacao au monde, avec une production supérieure à 650 000 tonnes en 2008 ; la réputation, au niveau international, de produire un cacao de grande qualité ; l'impact de la production de cacao sur la réduction de la pauvreté, notamment ces dernières années ; et le recours réussi à des techniques, telles que l'utilisation accrue d'engrais et la culture de variétés de cacao améliorées, pour augmenter la production. En volume, la politique adoptée par le Ghana a entraîné un rapide redressement du secteur à partir du milieu des années 80, puis jusqu'à la fin des années 90. La production de cacao a presque doublé entre 2001 et 2003.

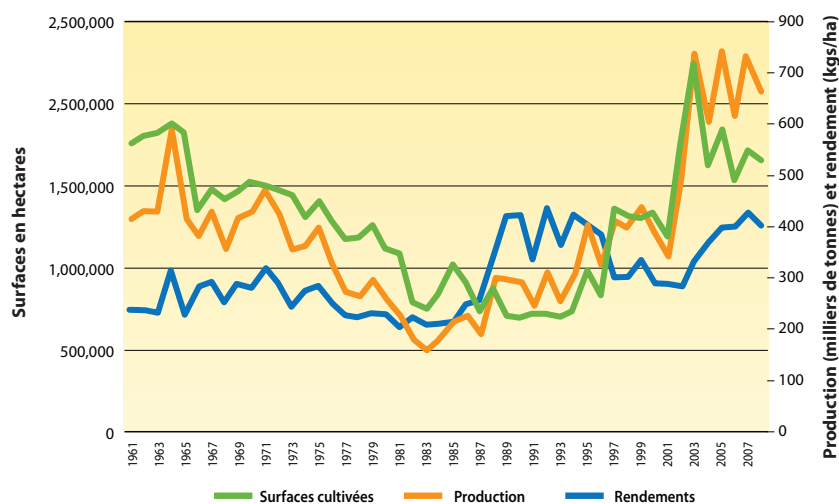
Les enseignements

Deux grandes leçons se dégagent de l'expérience du Ghana dans le secteur du cacao : la nécessité de mener une politique macroéconomique appropriée et de bien définir le rôle de l'État. Plus précisément, les effets de la surévaluation du taux de change sur la production ghanéenne de cacao au milieu des années 80 ont souligné l'importance de la mise en œuvre de politiques

appropriées — notamment en matière de taux de change. Autre facteur tout aussi important : la contribution potentielle du secteur privé à l'amélioration de l'efficacité des systèmes de commercialisation et au transfert d'une partie plus importante du prix FAB des produits de base aux agriculteurs.

*Auteurs : Shashi Kolavalli, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI)
Marcella Vigneri, University of Oxford*

Production ghanéenne de cacao, 1960 – 2008



Les gorilles et bien d'autres atouts

Le nombre de touristes dans les parcs nationaux du Rwanda a explosé durant les dix dernières années pour passer de 417 en 1999 à 43 000 en 2008

Les investisseurs locaux jouent un rôle clé : 86 % des nouveaux projets touristiques mis en œuvre au Rwanda depuis 1999 appartiennent à des intérêts locaux

Le défi

Attirés en partie par la possibilité d'observer les gorilles, les touristes ont été de plus en plus nombreux à se rendre au Rwanda dans les années 80. En 1990, environ 22 000 personnes ont visité les trois parcs nationaux du pays. Ce record a toutefois été suivi d'une forte baisse de la fréquentation : entre 1994 et 1998, la guerre civile, le génocide et des périodes intermittentes de troubles ont paralysé l'activité touristique. Outre les répercussions du génocide, les gorilles des montagnes du Virunga ont été gravement menacés par la conversion de leur habitat en terres agricoles et l'extraction de ressources au profit d'autres mammifères. Le braconnage et les trafics pratiqués par les communautés locales ont aggravé les menaces pesant sur la population des gorilles.

La démarche

À partir de 1994, le gouvernement rwandais a déployé des efforts considérables pour élaborer, avec l'aide du secteur privé et de l'ONU, une stratégie touristique clairement définie, axée sur le tourisme haut de gamme et la protection de la nature. La stratégie gouvernementale soulignait aussi la nécessité de diversifier le tourisme en misant sur l'organisation de conférences internationales, ainsi que sur l'observation des oiseaux et d'autres animaux. Les autorités ont lancé une campagne commerciale aux niveaux international et national pour améliorer l'image du pays à l'étranger, ainsi qu'une campagne nationale pour inciter la population locale à mieux accepter les touristes. Par ailleurs, le pays a mis en œuvre plusieurs réformes axées sur le marché visant notamment à privatiser presque entièrement le secteur de l'hôtellerie et des loisirs.

Les résultats

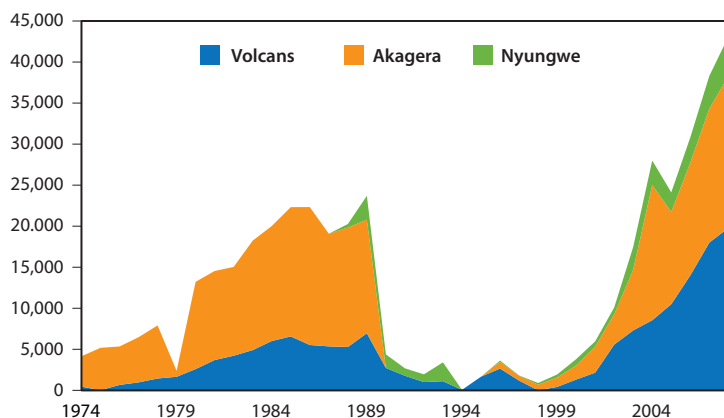
L'industrie touristique est devenue la première source de devises et le principal secteur d'exportation du Rwanda, avant les secteurs du café et du thé. Le tourisme a représenté 23 % des exportations durant la période 2005–08, tandis que la part du café et du thé se montait respectivement à 11 % et 8 %, contre 37 % et 11 % dix ans auparavant. Le nombre de visiteurs dans les parcs nationaux du Rwanda a augmenté de façon exponentielle — pour passer de 417 en 1999 à 43 000 en 2008. Le redressement du secteur touristique, par ailleurs, a accru les possibilités d'emplois pour la population rwandaise, et un programme de partage des recettes créé en 2005 permet d'injecter 5 % des recettes touristiques tirées des droits d'entrée des parcs nationaux dans les projets des communautés locales.

Les enseignements

La nécessité de disposer d'un cadre de capacités souple est l'un des principaux enseignements tirés de la mise en œuvre de la stratégie touristique du Rwanda. D'un côté, l'autonomisation des partenaires restera limitée si on ne leur délègue pas suffisamment de responsabilités. De l'autre, il est impossible d'imposer de telles responsabilités à ceux qui ne sont pas enclins à les exercer ou ne s'en sentent pas capables. L'exemple du Rwanda souligne aussi l'importance d'un dialogue soutenu et ouvert entre les secteurs public et privé. Enfin, il est nécessaire de trouver un équilibre entre, d'une part, la protection des gorilles, d'autre part les visites de chercheurs et de touristes pour préserver la santé des singes et l'intégrité de leur habitat.

Auteurs : Hannah Nielson, Groupe de la Banque mondiale
Anna Spenceley, Organisation néerlandaise pour le développement

Nombre de visiteurs dans les trois parcs nationaux du Rwanda, 1974–2008



Le tourisme comme moteur de la croissance

En moins de 20 ans, le Cap-Vert a cessé d'être l'un des pays les plus pauvres du monde pour afficher l'un des taux de croissance les plus élevés d'Afrique

Les entrées de touristes au Cap-Vert sont passées de 67 042 en 1999 à 285 141 en 2008

Le défi

Des plages de sable blanc, un temps magnifique, un accès aisé au marché européen et un gouvernement bien disposé à l'égard des investisseurs étrangers : le Cap-Vert ne manque pas d'atouts, mais son potentiel touristique a longtemps été inexploité. Le pays est resté très tributaire de l'aide étrangère et des envois de fonds des travailleurs migrants pendant de nombreuses années.

La démarche

Dans un contexte de stabilité politique et de bonne gouvernance, le Cap-Vert a commencé à offrir diverses incitations aux investisseurs étrangers : une trêve fiscale de cinq ans, une exonération des droits à l'importation, l'expatriation des bénéfices et une législation solide sur la protection de la propriété. Selon la CNUCED, les investissements étrangers directs sont passés de 4 millions de dollars en 1990 à 974 millions de dollars en 2008, dont plus de 95 % ont été consacrés au secteur du tourisme.

Les résultats

La stratégie du Cap-Vert a eu des effets spectaculaires. Le nombre d'entrées de touristes est passé de 67 000 en 1999 à plus de 285 000 en 2008, soit un taux de croissance annuel moyen d'environ 14 %, tandis que les recettes tirées du tourisme ont fortement augmenté, passant de 23 millions de dollars en 1999 à 542 millions de dollars en 2008. La croissance de l'industrie touristique a créé en outre un nombre important d'emplois et fortement stimulé la croissance du PIB du pays, dont le taux annuel moyen s'est monté à 6,5 % durant les années considérées. En 2007, le Cap-Vert est passé de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire (il est un des rares pays africains à avoir effectué cette transition). Par ailleurs, ses bons résultats économiques ont eu un impact positif sur ses indicateurs sociaux.

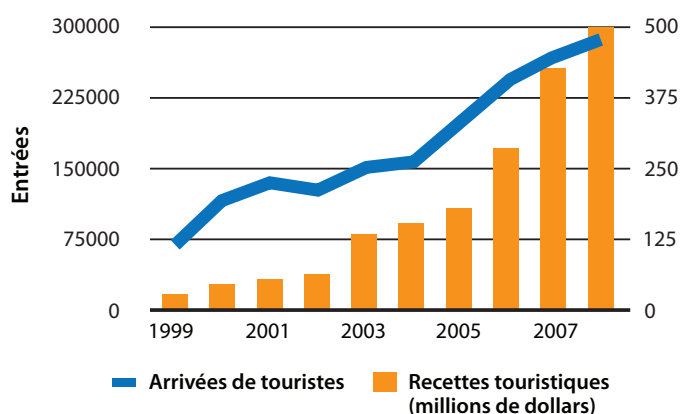
Les enseignements

Le Cap-Vert rencontre encore des problèmes en matière de développement (dépendance vis-à-vis du tourisme, déficit commercial chronique, taux élevé de pauvreté rurale et base d'exportation limitée), mais son expérience dans le tourisme montre que lorsque les conditions sont réunies — stabilité politique, bonne gouvernance, incitations économiques adéquates —, les actifs touristiques permettent d'accomplir des progrès économiques rapides. Une autre leçon essentielle qui ressort de cette étude de cas est que la croissance exponentielle du tourisme a un coût social et environnemental. Un examen attentif du secteur du tourisme du Cap-Vert révèle que la volonté d'attirer les investissements étrangers a conduit à brûler les étapes dans les domaines de la gestion de l'environnement, des infrastructures publiques et de la participation des entreprises locales. À

l'avenir, la compétitivité du Cap-Vert dépendra de la capacité du pays à gérer la croissance de façon plus durable, à améliorer les compétences de sa main-d'œuvre (qui n'ont pas suivi la progression des besoins du secteur touristique), à accroître les liens avec l'économie locale et à mettre moins l'accent sur la quantité et davantage sur la qualité.

Auteur : Louise Twining-Ward

Entrées de touristes et recettes touristiques, 1999–2008



Accroître l'utilisation d'engrais par les petits agriculteurs

Au Kenya, le rendement du maïs a augmenté de 18 % de 1997 à 2007, bien que la superficie totale des terres consacrées à la production de cette céréale n'ait quasiment pas changé

L'utilisation d'engrais a presque doublé au Kenya de 1992 à 2007, une augmentation due en grande partie aux petits agriculteurs

Le défi

Les engrais sont beaucoup moins utilisés dans la majeure partie de l'Afrique que dans d'autres régions en développement, ce qui contribue à la faiblesse de la productivité agricole sur le continent. Le manque d'irrigation et la culture de variétés sur lesquelles les engrais ont peu d'effets expliquent en partie cette situation, mais d'autres facteurs sont plus souvent évoqués : le manque de crédits, les distances qui séparent les agriculteurs et les vendeurs d'engrais au détail, la faiblesse des infrastructures commerciales et la libéralisation des marchés des intrants et produits agricoles. Au Kenya, plus de 70 % des habitants assurent leur subsistance grâce à des activités liées à l'agriculture, tandis qu'environ la moitié de la population vit dans la pauvreté. Pour que les pauvres aient accès à une alimentation saine, il faut qu'ils puissent produire ou acheter suffisamment de nourriture.

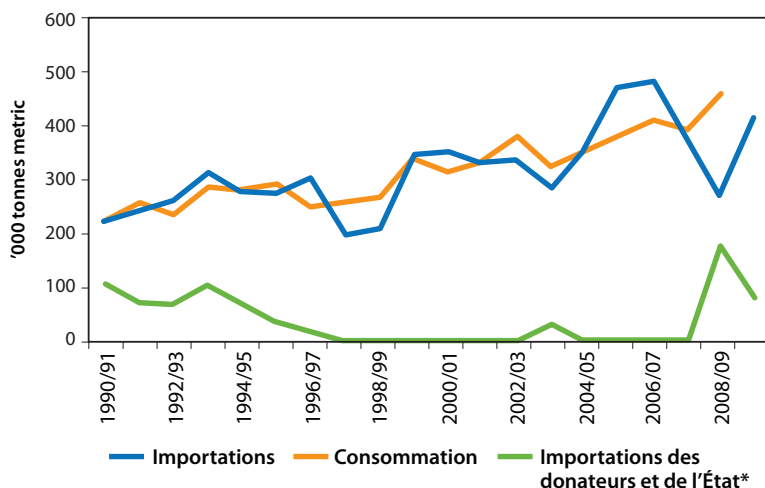
La démarche

Pour diverses raisons, les efforts entrepris par le Kenya dans les années 80 pour améliorer la sécurité alimentaire grâce à l'accroissement de la production et des revenus n'ont pas donné les résultats escomptés. Après avoir étudié d'autres options, le gouvernement a engagé une réforme du marché des engrais centrée sur le maïs, la culture qui contribue le plus à la sécurité alimentaire du pays. Au début des années 90, l'État a libéralisé le marché des engrais et a éliminé les contrôles des prix et les quotas d'importation ; les dons d'engrais par les bailleurs de fonds extérieurs ont été progressivement supprimés. Le Kenya, par ailleurs, a examiné les données provenant d'enquêtes sur l'utilisation d'engrais dans 1 251 petites exploitations agricoles pour déterminer les facteurs qui influent sur la décision des agriculteurs d'acheter ce type de produit et la quantité d'engrais utilisés par hectare de maïs.

Les résultats

S'agissant de l'utilisation d'engrais, le Kenya se démarque nettement de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne : le recours à ce type de produit a presque doublé entre 1992 et 2007 — une augmentation d'ailleurs due en grande partie aux petits agriculteurs. Dans les zones de culture productives de l'ouest du pays, les taux d'épandage d'engrais dans les champs de maïs sont comparables à ceux que l'on observe en Asie et en Amérique latine. Les rendements du maïs au Kenya ont progressé de 18 % durant la période 1997–2007, bien que la superficie totale des terres consacrées à la production de cette céréale n'ait quasiment pas changé. La libéralisation a stimulé les investissements privés dans la vente d'engrais au détail et la commercialisation du maïs.

Engrais : consommation, importations commerciales et importations des bailleurs de fonds en 1990–2009 et prévisions pour 2010



Les enseignements

L'exemple kenyan montre que les différences géographiques du potentiel agroécologique influencent de façon fondamentale l'utilisation d'engrais par les agriculteurs, comme le confirment les niveaux d'utilisation très différents relevés dans les zones du Kenya occidental à fort potentiel agricole et dans les zones semi-arides où les agriculteurs sont réticents à utiliser des engrais s'ils ne sont pas fortement subventionnés. Outre les prix, les ressources et le niveau d'éducation des ménages influent sur les décisions des producteurs kenyans en ce qui concerne l'utilisation d'engrais.

Auteurs : Joshua Ariga, Tegemeo Institute of Agricultural Policy and Development, Egerton University

T. S. Jayne, Michigan State University

Un nouveau riz pour l'Afrique (NERICA)

Mise au point, résultats et enseignements

L'Afrique importe jusqu'à 40 % de sa consommation de riz

NERICA a eu une incidence positive sur les rendements du riz au Bénin, en Gambie et en Ouganda

Le défi

Le riz est depuis longtemps un aliment de base dans une grande partie de l'Afrique. Depuis le début des années 70, il constitue la première source de calories des Africains de l'Ouest et la troisième (après le maïs et le manioc) pour l'ensemble du continent. S'il est vrai que la production de riz s'est accrue en Afrique ces dernières années, la production actuelle est loin de répondre à la demande. L'Afrique dépend donc des importations pour 40 % de sa consommation de riz, ce qui lui a coûté environ quatre milliards de dollars de devises en 2009. Faire dépendre à ce point l'alimentation de la population africaine du marché mondial est une stratégie risquée et non durable, qui risque de compromettre la sécurité alimentaire et l'ordre public, comme l'a montré la crise alimentaire de 2008.

La démarche

En collaboration avec plusieurs partenaires, le Centre du riz pour l'Afrique, basé au Bénin, a commencé à mettre au point de nouvelles variétés de riz en 1991 à l'aide de biotechnologies classiques (c'est-à-dire des techniques qui ne recourent pas aux modifications génétiques) pour surmonter l'obstacle de la stérilité entre deux sortes de riz. Au total, 78 variétés ont été initialement mises au point — 18 pour les terres hautes et 60 pour les terres basses. La première génération de variétés NERICA a été introduite dans le cadre d'essais participatifs de sélection variétale en 1996 en Côte d'Ivoire, puis dans d'autres pays à partir de 1997. Après une période d'expérimentation, deux variétés de riz, NERICA1 et NERICA2, ont été distribuées à partir de 2001.

Les résultats

À ce jour, les variétés de riz NERICA ont été plantées sur plus de 300 000 hectares dans un grand nombre de pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est. L'utilisation de ces variétés a amélioré sensiblement les rendements au Bénin et en Gambie. En Ouganda, on a constaté que NERICA avec des effets positifs sur la productivité et permettait aux riziculteurs d'accroître leurs rendements. En revanche, on n'a pas constaté d'impact significatif sur les rendements en Côte d'Ivoire et en Guinée : il n'est pas toujours facile de reproduire les exemples de réussite sur le continent. En général, l'impact des variétés NERICA est plus important pour les cultivatrices que pour les cultivateurs. D'un point de vue géographique, ces variétés se sont révélées très prometteuses dans les écosystèmes des hautes et basses terres africaines — mais tout particulièrement dans les basses terres.

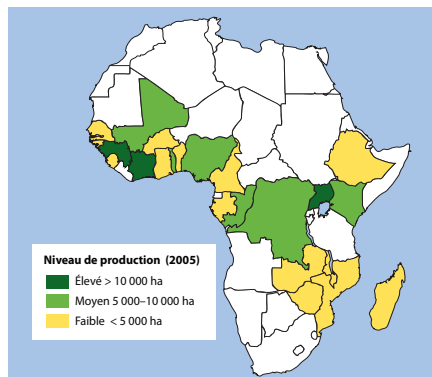
Les enseignements

Il est possible de tirer plusieurs leçons de la diffusion des techniques NERICA. Tout d'abord, le recours à des procédures participatives de sélection dans le cadre de l'expérimentation des variétés de riz a permis aux riziculteurs de comparer les nouvelles variétés à leurs propres produits, ce qui contribue à intensifier le renforcement des capacités, l'adoption des variétés NERICA par les cultivateurs et les communautés concernées par la vulgarisation agricole, et d'accélérer la diffusion des nouvelles

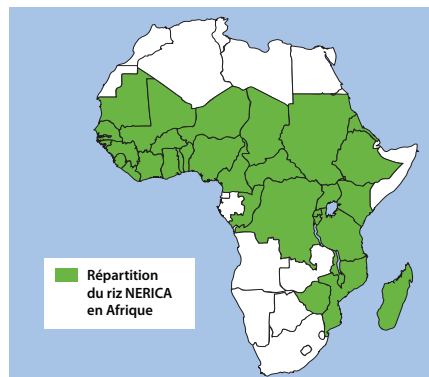
variétés dans de nombreux pays. Ensuite, la collaboration avec les autorités nationales a joué un rôle essentiel dans l'adoption des variétés NERICA et la production de semences dans plusieurs pays (pour autant, la production de semences reste un obstacle important en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale). Il faut redoubler d'efforts pour permettre à un nombre accru de riziculteurs d'exploiter ces nouvelles variétés.

Auteurs : Aliou Diagne, Soul-Kifouly

Gnonna Midingoyi, Marco Wopereis et Inoussa Akintayo, Centre du riz pour l'Afrique



Pays producteurs de riz NERICA, 2005



Pays producteurs de riz NERICA, 2006

Adapter les technologies aux défis du développement

Plus de 87 000 petites entreprises agricoles ont été créées à l'aide de pompes MoneyMaker durant les 13 dernières années

Les revenus des ménages qui utilisent des pompes KickStart ont augmenté de 100 à 200 %

Le défi

La productivité agricole en Afrique subsaharienne est la plus faible au monde : la production par habitant est égale à seulement 56 % de la moyenne mondiale. Depuis 1980, la croissance de la production dans la région est due pour plus de 80 % à l'accroissement des superficies cultivées plutôt qu'à l'amélioration des techniques ou à d'autres progrès de ce type, contre moins de 20 % dans l'ensemble des autres régions. En Afrique subsaharienne, de surcroît, la croissance démographique est plus rapide que la hausse de la production, ce qui aggrave le risque de pénuries alimentaires. De fait, le taux d'autosuffisance alimentaire est passé de 97 % au milieu des années 60 à 82 % à la fin des années 90. Dans le même temps, le faible niveau des revenus empêche les agriculteurs africains d'acquérir du matériel d'irrigation de bonne qualité.

La démarche

En 1991, l'organisation à but non lucratif et à vocation sociale KickStart a commencé à vendre des pompes d'irrigation manuelles peu coûteuses aux petits agriculteurs d'Afrique subsaharienne (principalement au Burkina Faso, au Kenya, au Mali et en Tanzanie, mais aussi dans d'autres pays) pour leur permettre d'améliorer leur productivité, de relever leurs revenus et de contribuer de façon durable à la réduction de la pauvreté. Environ 130 000 pompes ont été vendues en Afrique subsaharienne où elles irriguent plus de 31 000 hectares.

Les résultats

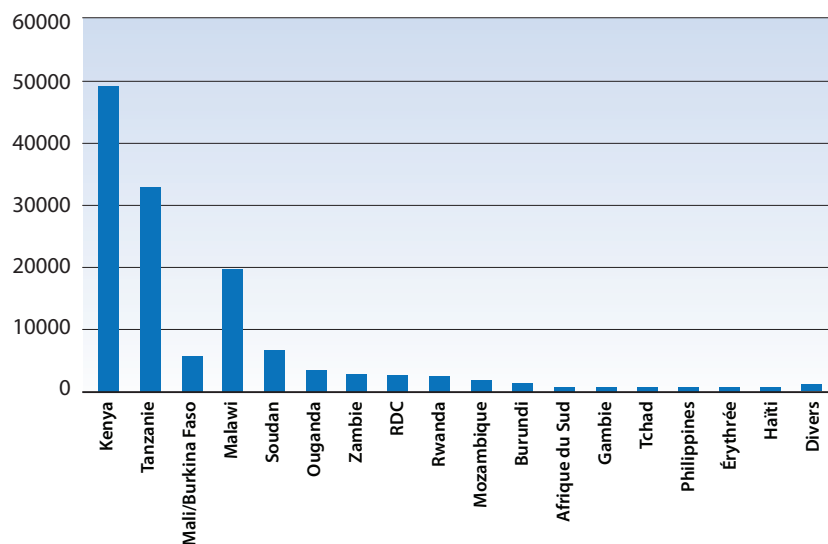
À l'aide d'une pompe MoneyMaker coûtant entre 35 et 95 dollars, un cultivateur peut accroître suffisamment sa production et ses ventes pour progresser de façon notable sur la voie qui le sort du seuil de la pauvreté. Les pompes KickStart ont permis à leurs utilisateurs de relever de 100 à 200 % le revenu annuel de leur ménage. Les données recueillies au Burkina Faso, au Kenya, au Mali, en Tanzanie et dans d'autres pays montrent que ces pompes ont permis à 440 000 personnes d'échapper à la pauvreté. Elles ont entraîné par ailleurs la création de 87 000 petites entreprises agricoles en Afrique subsaharienne. En outre, les pompes présentent un bon rapport coût-efficacité : les dépenses d'équipement annuelles que nécessite une pompe MoneyMaker de KickStart correspondent approximativement au dixième des dépenses liées à un système d'irrigation classique.

Les enseignements

L'expérience KickStart démontre la nécessité d'introduire l'entrepreneuriat agricole — les entreprises agricoles sont gérées comme des activités viables — dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Elle montre aussi qu'il est plus facile de diffuser une nouvelle technologie si l'on adopte une approche participative et que les améliorations techniques introduites à la demande des utilisateurs (dans le cas de la pompe Super MoneyMaker, par exemple) peuvent jouer un rôle important à ce sujet. De surcroît, l'expérience KickStart a confirmé que les pauvres cherchent à échapper à leur condition lorsque l'on met à leur disposition la technologie nécessaire à la création de richesse.

Auteurs : I. V. Sijali, Kenya Agricultural Research Institute
M. G. Mwago, Jomo Kenyatta University of Agriculture and Technology

Ventes cumulées de pompes KickStart, 1996 – juin 2009



L'amélioration de la gouvernance dans un environnement post-conflictuel

De 2000 à 2005, les dépenses publiques par habitant du Libéria étaient de 25 dollars, un des niveaux les plus bas au monde

Le Libéria a rapidement amélioré sa position au classement de l'indice des perceptions de la corruption de Transparency International en passant de la 137e place sur 158 en 2005 à la 97e place sur 180 en 2009

Le défi

Lorsque Ellen Johnson Sirleaf a pris ses fonctions de présidente du Libéria en janvier 2006, deux ans après la signature des accords de paix qui mirent fin à un conflit ayant provoqué la mort de plus de 250 000 personnes et créé plus d'un demi-million de déplacés, le pays était confronté à d'énormes problèmes. L'ampleur et l'intensité des violences avaient fait du Libéria un État en décomposition. Le produit intérieur brut avait baissé à un record de 90 %. De 2000 à 2005, les effets de la guerre et le faible niveau de perception des recettes fiscales avaient réduit les dépenses publiques annuelles par habitant à 25 dollars, un des niveaux les plus bas au monde. La dette extérieure avait explosé pour atteindre 4,7 milliards de dollars, soit environ 800 % du PIB et 3 000 % des exportations. Le public avait perdu toute confiance dans la gouvernance économique.

La démarche

En 2006, deux profonds changements de politique ont donné l'élan nécessaire pour améliorer de façon durable la gouvernance économique du Libéria. Premièrement, les nouveaux dirigeants, élus démocratiquement, ont reconnu la nécessité d'un changement et défini un ambitieux plan de réformes pour leurs 150 premiers jours au pouvoir et au-delà. Par ailleurs, le gouvernement s'est assuré de la participation des bailleurs de fonds en mettant en place des mécanismes novateurs pour coordonner leurs activités. Deuxièmement, une initiative stratégique internationale majeure visant à améliorer la gouvernance du Libéria — le Programme d'aide à la gouvernance et à la gestion économique (GEMAP) — a été lancée. GEMAP a fortement contribué, au début du processus, à la stabilisation des dépenses et à la mise en place de procédures, mais s'est révélé moins efficace en matière de recouvrement des recettes fiscales.

Les résultats

La démarche du Libéria a eu plusieurs effets positifs. Le recouvrement des recettes a triplé de 2006 à 2010. La banque centrale a augmenté le montant de ses réserves de 6 millions de dollars à la fin de 2005 à près de 100 millions de dollars à la fin de 2008. Des procédures importantes ont été mises en place dans le domaine du budget et des dépenses. Aujourd'hui, l'administration libérienne paie ses fonctionnaires sans retard et n'a pas accumulé d'arriérés supplémentaires. La transparence s'est améliorée elle aussi. Il s'agit d'un concept difficile à mesurer, mais il est significatif que le Libéria ait rapidement amélioré sa position au classement de l'indice des perceptions de la corruption de Transparency International en passant de la 137e place (sur 158) en 2005 à la 97e place (sur 180) en 2009.

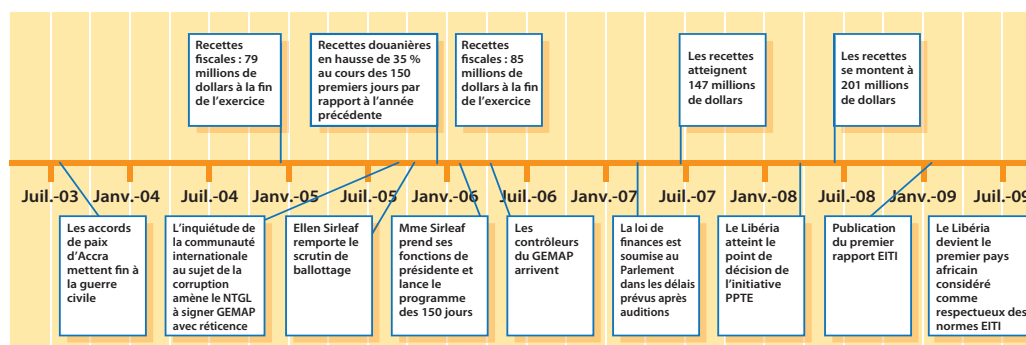
Les enseignements

Sans une ferme volonté politique, l'amélioration de la gouvernance économique n'aurait pas été possible au Libéria. Il est devenu évident aussi que l'intervention des pouvoirs publics dans un environnement post-conflictuel en mutation rapide devait se faire avec souplesse : des interventions qui étaient appropriées à la fin de 2005 apparaissaient dépassées deux ans plus tard en raison de

l'évolution de la situation. En fait, la communauté internationale n'est pas passée assez rapidement des mesures de stabilisation d'urgence au renforcement des capacités et à la mise en place de mécanismes durables.

Auteur : Vishal Gujadhur

Calendrier de la réforme de la gouvernance économique



Reconstruire dans un pays sortant d'un conflit

À la fin de la guerre civile de la Sierra Leone, en 2002, les administrations locales élues avaient cessé de fonctionner pendant 30 ans. L'accès à l'éducation, aux dispensaires, à l'infrastructure routière et à l'eau s'est considérablement amélioré depuis l'adoption de la loi sur les administrations locales en 2004.

Le défi

Lorsque la Sierra Leone émergea d'une longue décennie de guerre civile en 2002, le pays figurait parmi les plus pauvres du monde et était confronté à d'énormes défis en matière de gouvernance et sur le plan politique. Le peu d'infrastructures que possédait le pays avait été détruit, certaines zones en dehors de Freetown étaient exclues et marginalisées et l'activité politique était dominée par des pratiques non démocratiques polarisées sur la capitale.

La démarche

Lorsque la guerre civile a pris fin, la classe politique de Sierra Leone a manifesté la volonté de décentraliser l'administration du pays et de rétablir les administrations locales élues qui avaient été suspendues en 1972. Les pressions, plus politiques que économiques, qui se sont exercées en faveur du changement aboutirent à l'adoption de la loi de 2004 sur les administrations locales. Cette loi a institué 19 conseils urbains et ruraux. Elle a redéfini les relations entre les autorités centrales et locales sur le plan administratif, fonctionnel et budgétaire. Enfin, elle a fixé une période de transition d'une durée de quatre ans (jusqu'à la fin de 2008) durant laquelle l'administration centrale devait céder progressivement une partie de ses prérogatives aux collectivités locales.

Les résultats

La législation sierra-léonaise sur la décentralisation a donné d'importants résultats. Deux élections locales ont eu lieu. Tous les conseils locaux disposent du personnel nécessaire pour remplir leurs fonctions en matière de planification, de budget, de comptabilité et de passation de marchés. Un système de transfert inter administrations a été mis en place et les collectivités locales sont en mesure de travailler avec les agents des services de première ligne administrés à l'échelon central pour gérer les prestations de services de santé, d'éducation, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Les enquêtes montrent que la qualité des services publics est au moins aussi bonne qu'avant la décentralisation et que, dans certains cas, l'accès aux services de base s'est fortement amélioré de 2005 à 2008. Pour autant, le nouveau cadre juridique et politique n'a pas complètement dissipé les tensions existant entre les chefferies et les conseils quant à leurs attributions respectives.

Les enseignements

La période post-conflit a donné l'occasion à la Sierra Leone de procéder à une importante réforme qui lui a permis de récolter les fruits économiques et politiques de la paix. De surcroît, l'expérience

sierra-léonaise en matière de décentralisation montre qu'il était judicieux de mettre en œuvre la législation en sachant qu'elle était imparfaite et que la pratique serait source d'enseignements et d'améliorations.

Auteurs : Vivek Srivastava et
Brendan J. Glynn, Groupe
de la Banque mondiale

Disponibilité et qualité des services (pourcentage des personnes interrogées)

	2005	2007	2008
École à moins de 30 minutes de marche	68.3	73.9	74.3
Degré de satisfaction à l'égard des écoles primaires	87.7	94.4	90.3
Degré de satisfaction à l'égard des dispensaires	81	90.9	90.6
Contacts avec des agents de vulgarisation agricole durant l'année écoulée	23	17.8	9
Stockage, accès à un espace suffisant (ménages agricoles uniquement)	8.4	11.8	14.3
Route carrossable à moins de 30 minutes de marche	67.1	73.2	77.5
Marché à moins de 60 minutes de marche	31.9	45.8	50.9
Source d'eau à moins de 15 minutes de marche	61	73.4	80.9

La révolution des TIC en Afrique

Transformer les économies, changer les vies

De 1998 à 2008, le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile est passé de 4 millions à environ 259 millions

La révolution des TIC a eu une influence profonde sur les entreprises et les administrations africaines et favorise l'innovation et l'entrepreneuriat

Le défi

Il y a 20 ans encore, le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) était encore négligeable et stagnant en Afrique. Très peu de personnes avaient le téléphone et un nombre encore plus réduit avait accès à un ordinateur. L'idée de la révolution des TIC n'était même pas un rêve pour la plupart des Africains.

La démarche

Dans les années 90, le passage aux télécommunications sans fil dans le monde a donné naissance à une technologie parfaitement adaptée à l'Afrique. Dans les États d'Afrique subsaharienne, les autorités ont alors commencé à modifier leur gestion du secteur en s'écartant du modèle du monopole d'État pour adopter le principe de la concurrence entre entreprises privées. De 1998 à 2008, plus de 36 milliards de dollars ont été investis dans les réseaux africains de télécommunications, principalement par le secteur privé.

Les résultats

Les efforts déployés par les États d'Afrique subsaharienne ont permis de porter le taux de couverture des réseaux d'environ 10 % de la population à plus de 60 % entre 1998 et 2008, tandis que le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile augmentait de façon exponentielle pour passer de 4 millions à environ 259 millions dans la région. Dans le même temps, les tarifs ont diminué de deux tiers (le tarif moyen est tombé de 0,30 dollar la minute à 0,10 dollar la minute) et continuent de baisser, mettant ainsi les services de télécommunications à la portée de la plupart des Africains. En plus de permettre aux populations de communiquer plus facilement et à moindre coût, la révolution des TIC a créé des emplois et stimulé l'investissement. Le secteur, en outre, est l'une des trois principales sources de recettes publiques dans de nombreux pays africains. Il influence aussi profondément la pratique des affaires en Afrique, ainsi que le fonctionnement des administrations publiques, et facilite l'innovation et l'entrepreneuriat à l'appui de la création et de la fourniture de services publics et privés. Au Ghana, par exemple, les délais de dédouanement sont passés de deux ou trois semaines à un ou deux jours et les recettes ont augmenté de 50 % dix-huit mois après la réorganisation des systèmes et activités de technologies de l'information.

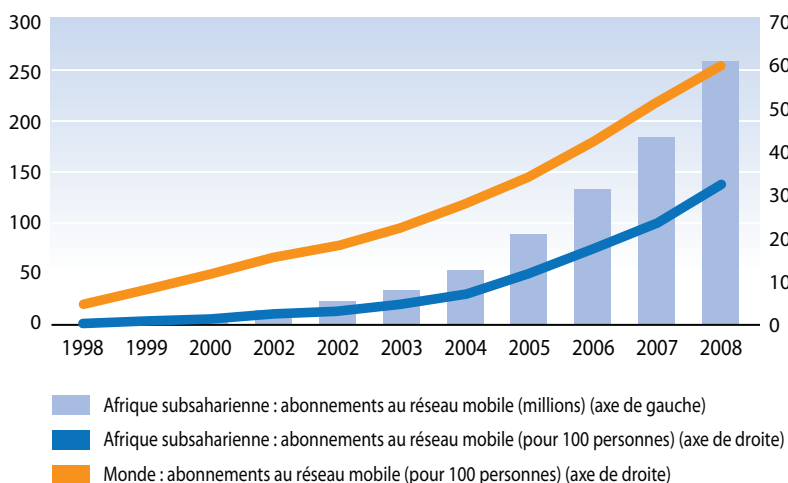
Les enseignements

La première leçon de l'expérience de l'Afrique subsaharienne en matière de TIC est que le secteur des télécommunications ne manque pas d'investisseurs prêts à prendre des risques et à investir des sommes

considérables dans la région. L'essentiel est de choisir le modèle d'affaires approprié, d'appliquer des politiques adéquates et d'adopter une réglementation propice aux affaires. Le deuxième enseignement concerne l'innovation et les entrepreneurs en Afrique. La révolution de la connectivité a montré que les TIC incitaient les entrepreneurs africains à créer des entreprises et de nouvelles formes d'activité économique. Enfin, comme l'ont montré certains États de la région, il est possible d'utiliser les TIC pour surmonter les problèmes majeurs posés par la prestation de services publics, accroître l'accès des populations, améliorer la qualité et réduire la corruption.

Auteurs : Laurent Besancon et Mark D.J. Williams, Groupe de la Banque mondiale

Croissance des abonnements au téléphone mobile, 1998–2008



Explosion des paiements par téléphone mobile

Les 9 millions
d'utilisateurs de M-PESA
transfèrent en moyenne
320 millions de dollars
par mois

M-PESA traite davantage
de transactions au Kenya
que Western Union dans
le monde entier

Le défi

L'absence de services financiers adéquats et accessibles contribue à enfermer les pauvres dans la pauvreté. Sans financements, les populations défavorisées sont incapables d'investir dans les outils nécessaires à l'accroissement de la productivité, de lancer des microentreprises, d'investir dans l'éducation et la santé, ou même de prendre le temps de chercher de meilleures perspectives. De surcroît, les échanges monétaires sont réalisés dans des endroits précis où les gens ne peuvent se rendre sans moyens de transport, ce qui peut poser un double problème dans les pays, tels que le Kenya, qui manquent d'infrastructures, notamment en milieu rural.

La démarche

Mis au point par Vodafone et lancé commercialement par sa filiale kenyane, Safaricom, M-PESA est un système de paiement électronique et de réserve de valeur portant sur des montants peu élevés (les transactions sont plafonnées à 500 dollars), accessible à partir de téléphones mobiles ordinaires. Après avoir ouvert un compte M-PESA, les usagers peuvent utiliser leur téléphone pour transférer des fonds aussi bien aux usagers qu'aux non-usagers du système, régler des factures et acheter du temps d'utilisation à un tarif forfaitaire peu élevé pour chaque transaction. Le coût abordable du service a grandement contribué à mettre les services financiers formels à la portée de population pauvre du Kenya.

Les résultats

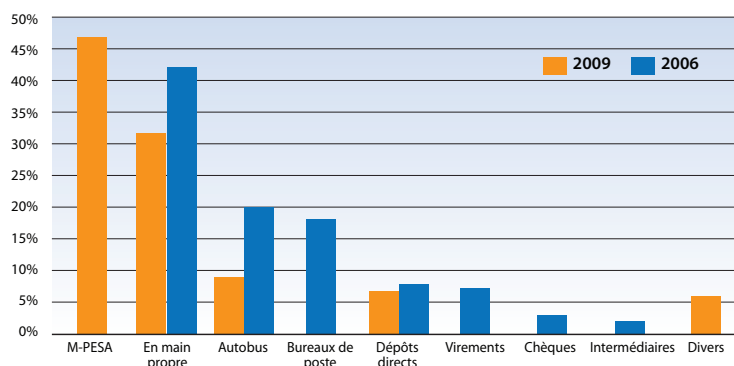
À la fin de 2009, neuf millions de personnes — 40 % de la population adulte du Kenya — avaient adopté M-PESA depuis son lancement au milieu de l'année 2007. Les transferts mensuels réalisés de personne à personne par le biais du système se montent en moyenne à 320 millions de dollars, soit environ 10 % du PIB kenyan sur une base annuelle. L'adoption très rapide de M-PESA constitue une preuve manifeste de la confiance de la population à l'égard de la nouvelle technologie et démontre qu'il existe une importante demande latente de services d'envois de fonds. Récemment, M-PESA a commencé à autoriser les paiements institutionnels, permettant aux entreprises d'utiliser le système pour verser les salaires et recouvrer les paiements de factures.

Les enseignements

Trois grandes leçons se dégagent de l'expérience M-PESA. Tout d'abord, l'initiative montre que le recours à la technologie mobile permet à d'importants groupes de populations pauvres dépourvus de services bancaires d'accéder aux services financiers. Ensuite, elle montre combien il est important d'utiliser des modèles de recettes basés sur l'utilisation plutôt que sur les valeurs en recouvrement pour fournir des services financiers à la clientèle pauvre. Contrairement aux banques classiques, qui font généralement une distinction entre les clients rentables et non rentables selon le solde probable de leur compte et leur capacité à absorber des prêts, M-PESA est accessible à tous les clients du réseau mobile de Safaricom qui ouvrent un compte. Enfin, l'expérience M-PESA met en évidence la nécessité de disposer d'une plate-forme de transaction à faible coût permettant de répondre aux besoins de paiement des clients à faible revenu.

Auteurs : Ignacio Mas et Dan Radcliffe,
Fondation Bill et Melinda Gates

Méthodes de transferts monétaires avant et après M-PESA



Remédier aux carences de l'offre avec l'aide des producteurs d'électricité indépendants

Le privé a investi 4,06 milliards de dollars depuis 1994 dans le secteur de l'électricité en Afrique subsaharienne

En Côte d'Ivoire, deux IPP (CIPREL et Azito) ont survécu à la guerre civile tout en continuant à approvisionner la population en électricité et en exportant dans les pays voisins

Le défi

Jusqu'au début des années 90, la quasi-totalité des grandes installations de production d'électricité d'Afrique subsaharienne était financée par les fonds publics, en l'occurrence par les prêts concessionnels des institutions de financement du développement. Ces actifs de production financés par le secteur public étaient considérés comme un des éléments essentiels des systèmes de production électrique publics intégrés verticalement. Les fonds disponibles à ce titre n'étaient toutefois pas suffisants pour répondre aux besoins énergétiques de l'Afrique, et les compagnies d'électricité publiques enregistraient depuis longtemps de médiocres résultats.

La démarche

Une conjonction de difficultés a conduit les pays d'Afrique subsaharienne à faire de l'adoption d'un nouveau modèle de production d'électricité un objectif prioritaire : les projets d'électricité indépendants (IPP). Il s'agit de projets entièrement nouveaux, financés par le secteur privé, appuyés par des prêts sans recours ou avec des droits de recours limités et assortis de contrats d'achat d'électricité à long terme avec la compagnie publique d'électricité ou un autre acheteur. Les IPP ont été considérés comme un remède viable aux carences de l'offre et pourraient aussi servir à évaluer les résultats des services publics d'électricité. En 1994, la Côte d'Ivoire a été l'un des premiers pays africains à lancer un projet d'électricité indépendant. Depuis, l'Égypte, le Ghana, le Kenya, le Maroc, la Tanzanie et l'Ouganda, entre autres, ont ouvert leurs portes aux investisseurs étrangers et nationaux. En Côte d'Ivoire, deux IPP (CIPREL et Azito) ont survécu à la guerre civile tout en continuant d'approvisionner la population en électricité et en exportant une partie de leur production dans les pays voisins.

Les résultats

Les IPP ont contribué à pallier les insuffisances de la production d'électricité dans divers pays durant les 15 dernières années. Les institutions de financement du développement (IFC, FMO, DEG, entre autres) et les promoteurs de projets soucieux de promouvoir le développement (tels que Globeleg, IPS et Alwyck) continuent toutefois de jouer un rôle majeur dans la mise en œuvre et le financement de projets énergétiques performants dans la région.

Les enseignements

Parmi les facteurs à l'origine de la réussite des IPP en Afrique subsaharienne figurent des politiques sectorielles et des cadres réglementaires bien définis dans le domaine énergétique, une planification

actualisée de la production d'électricité, le lancement en temps opportun d'appels d'offres internationaux et un niveau de compétences adéquat en matière de contrats et de négociations permettant de conclure des accords d'achat d'électricité.

Auteur : Anton Eberhard, University of Cape Town

Aperçu de la participation privée dans le secteur de l'électricité en Afrique subsaharienne

Type de participation privée	Pays concernés	Nombre de transactions	Nombre de transactions annulées	Investissements dans les installations (millions de dollars)
Contrat de gestion ou de location	Tchad, Gambie, Gabon, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Namibie, Rwanda, Sao Tomé, Tanzanie et Togo.	17	4	5
Accord de concession	Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mozambique, Nigéria, Sao Tomé, Sénégal, Afrique du Sud, Togo et Ouganda.	16	5	1,598
Projet d'électricité indépendant	Angola, Burkina Faso, République du Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Maurice, Nigéria, Sénégal et Tanzanie.	34	2	2,457
Cession d'actifs	Cap-Vert, Kenya, Afrique du Sud, Zambie et Zimbabwe	7	—	n.a.
Total		74	11	4,060

— = données non disponibles ; s.o. = sans objet

Forte croissance économique au Mozambique

Le rôle de la politique macroéconomique

Durant les 15 dernières années, le Mozambique a connu la croissance la plus rapide de tous les pays non pétroliers d'Afrique subsaharienne

La stabilité macroéconomique a permis au pays de poursuivre une expansion économique diversifiée, d'attirer des IDE et de bénéficier d'une aide soutenue à l'appui des infrastructures sociales et physiques

Le défi

Sortant de seize années d'une guerre civile catastrophique, le Mozambique figurait, en 1992, parmi les pays les plus pauvres au monde et arrivait en avant-dernière position dans le classement de l'Indice de développement humain.

La démarche

Au début des années 90, le pays a commencé à prendre des mesures pour stabiliser la situation macroéconomique et mettre en œuvre une réforme échelonnée en matière de politiques publiques. Cette démarche lui a permis de bénéficier d'un solide appui de la part des bailleurs de fonds pour financer l'investissement dans les infrastructures sociales et physiques, de connaître une forte expansion dans la plupart des secteurs économiques et d'attirer d'importants investissements étrangers (en l'occurrence des projets de grande envergure).

Les résultats

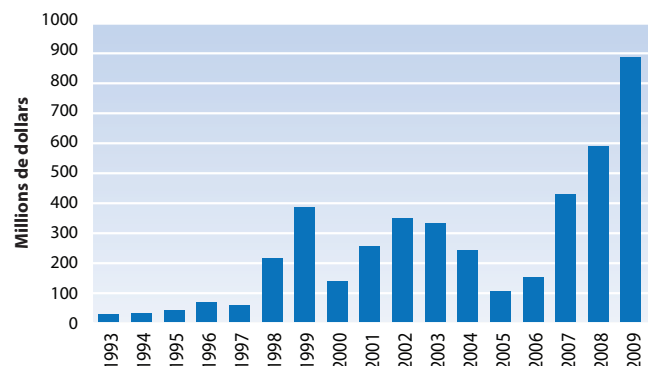
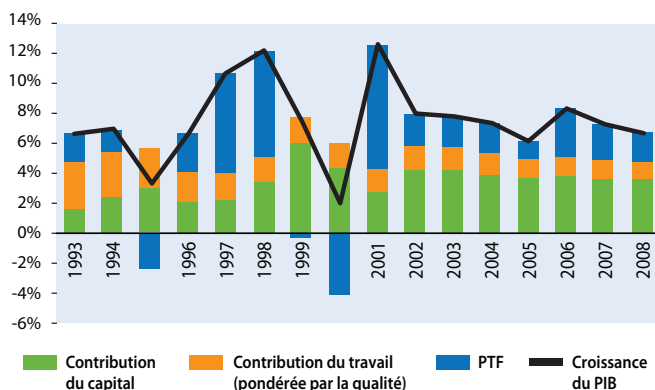
Durant les sept dernières années, le Mozambique a connu une croissance économique tout à fait remarquable, qui a atteint un taux moyen de plus de 8 % de 1993 à 2009. L'expansion économique s'est accompagnée d'une réduction sensible de la pauvreté (mesurée à partir d'enquêtes auprès des ménages) de 1997 à 2003 et de la nette amélioration d'autres indicateurs sociaux. Le Mozambique a enregistré des taux de croissance à deux chiffres dans les secteurs de l'extraction minière, de l'industrie manufacturière, la construction, l'électricité, le gaz et l'eau, grâce à une transformation importante de la production de ces secteurs, qui a eu des effets positifs sur la productivité globale. Les investissements directs étrangers sont passés de 50 millions en 1993 à près de 900 millions en 2009. En revanche, la réduction de la pauvreté semble avoir ralenti ces dernières années. De surcroît, en dépit des progrès accomplis, la structure de l'économie reste étroite et, en dehors de quelques rares projets de grande ampleur, reste dominée par une agriculture de subsistance. Enfin, la composition des exportations demeure limitée : moins d'une douzaine de produits ont engendré des exportations de plus d'un million de dollars en 2008.

Les enseignements

La croissance économique du Mozambique reste soutenue, mais elle ne produit pas les emplois nécessaires pour permettre au plus grand nombre de bénéficier de ses bienfaits. La stabilité macroéconomique et les investissements dans les infrastructures doivent s'accompagner de réformes ambitieuses permettant d'assurer la prospérité du secteur privé et la diversification des exportations dans les produits non traditionnels à grande valeur ajoutée, de préférence en tirant parti du coût relativement faible de la main-d'œuvre.

Auteurs : Luiz Pereira Da Silva et Antonio Nucifora, Groupe de la Banque mondiale

Contributions sectorielles à la croissance (axe de gauche) et investissements directs étrangers (axe de droite), 1993 et 2008



Croissance et résultats économiques en Ouganda

L'importance d'une réforme durable

L'Ouganda est un des rares pays d'Afrique subsaharienne susceptibles d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire qui vise à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015

Le taux de croissance économique moyen s'est établi à environ 7 % durant la période 1997–2007

Le défi

En 1986, après des décennies d'instabilité politique et de guerre civile, l'Ouganda était un pays relativement calme mais en proie à des difficultés économiques. La croissance économique était atone, le pays n'était pas compétitif sur les marchés d'exportation et la pauvreté était endémique.

La démarche

Le programme de redressement économique lancé en 1987 a été la première réforme majeure mise en œuvre en Ouganda. Il s'est traduit, entre autres, par la libéralisation des prix intérieurs et l'adoption d'un taux change flottant. D'autres réformes ont été entreprises ensuite pour stimuler l'investissement privé et encourager la concurrence grâce à l'élimination des offices de commercialisation, des entreprises parapubliques et à la création de l'Agence ougandaise des investissements. Après avoir renforcé l'assise de l'économie, les pouvoirs publics ont lancé, en 1997, un Plan d'action multisectoriel pour l'éradication de la pauvreté. Ils ont pris des mesures concrètes pour moderniser l'agriculture, le secteur privé et les exportations, et procédé à des réformes institutionnelles telles que la décentralisation, l'abolition des offices de commercialisation publics et la restructuration de l'administration.

Les résultats

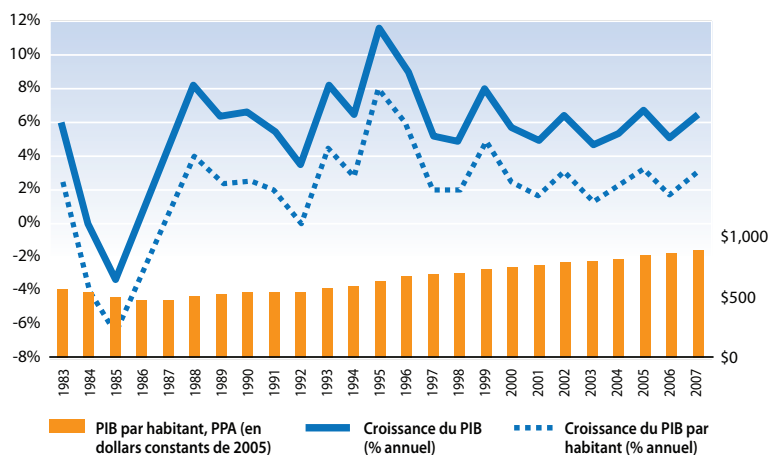
L'économie ougandaise s'est accrue à un rythme soutenu — environ 7 % par an en moyenne de 1997 à 2007 — durant les dernières années. La baisse du taux de pauvreté a été tout aussi spectaculaire puisque celui-ci a diminué d'environ quinze points durant la même période. Les exportations sont passées d'environ 8 % du PIB en 1998 à 18 % en 2009. En dépit de sa croissance élevée, l'économie ougandaise n'a subi que de faibles transformations structurelles, car la croissance a été engendrée en grande partie par le secteur des services, qui emploie généralement la main-d'œuvre la plus qualifiée, et dans une moindre mesure par le secteur agricole, où travaillent encore 70 % de la population.

Les enseignements

La principale leçon de l'expérience ougandaise est que le redressement économique nécessite des efforts soutenus et bien ciblés au niveau national et infra national. En outre, il apparaît clairement que d'importants problèmes subsistent, en ce qui concerne notamment la lenteur des transformations et de la croissance de l'emploi dans le secteur agricole, le faible recouvrement des impôts, le manque de diversification des exportations, les carences persistantes des infrastructures et le niveau élevé

du chômage (surtout parmi les jeunes). Le plan de développement national quinquennal de 2010–15 indique les mesures à prendre dans plusieurs de ces domaines.

Auteur : Sarah Ssewanyana, Economic Policy Research Center, Makerere University



Planning familial en Afrique subsaharienne

Progrès, perspectives et enseignements

Avec un taux de 5,1 enfants par femme, l'Afrique subsaharienne affiche l'indice de fécondité le plus élevé de toutes les régions du monde

On a noté une diminution de la fécondité dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne de 1980 à 1995

Le défi

Avec un taux de 5,1 enfants par femme, l'Afrique subsaharienne affiche l'indice de fécondité moyen (indice synthétique de fécondité) le plus élevé de toutes les régions du monde. Par comparaison, l'indice de fécondité est de 2,8 en Asie du Sud et de 2,2 en Amérique latine et dans les Caraïbes. En fait, l'Afrique subsaharienne est l'unique région où le taux de fécondité général n'a pas diminué durant les dernières décennies. Le taux d'utilisation des contraceptifs, en outre, est faible sur le continent africain : 22 %, contre 53 % en Asie du Sud et 77 % en Asie de l'Est. Le niveau déplorable des indicateurs globaux dissimule toutefois un début d'évolution des taux de fécondité et l'accroissement de l'utilisation des contraceptifs dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne.

La démarche

Durant les années 60 et 70, les gouvernements des pays d'Afrique subsaharienne étaient réticents à mettre en place des programmes de planning familial efficaces et ce genre d'initiative bénéficiait d'un faible appui politique dans les secteurs publics de l'ensemble du continent. Depuis les conférences mondiales sur la population de 1974 et 1984, toutefois, les autorités de plusieurs pays ont pris acte du niveau élevé des taux de fécondité et lancé des programmes de planning familial.

Les résultats

L'analyse des données d'enquêtes démographiques et sanitaires réalisées dans les pays d'Afrique subsaharienne met en évidence plusieurs tendances notables. On a constaté ainsi une diminution de la fécondité durant les 20 dernières années dans plusieurs pays africains, notamment au Ghana, au Kenya, au Libéria, en Namibie et au Zimbabwe. De même, le taux d'utilisation des préservatifs a augmenté de façon remarquable au cours de la même période dans des pays tels que le Malawi, Madagascar, le Mozambique, la Namibie, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Dans la plupart des pays de la région, en outre, les méthodes traditionnelles de planning familial ont été progressivement remplacées par des méthodes modernes.

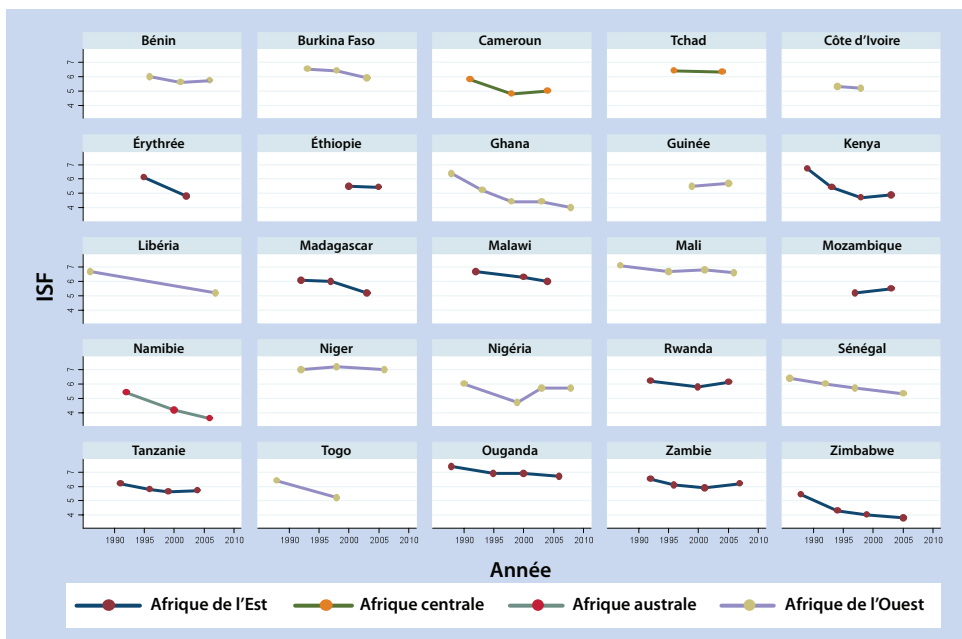
Les enseignements

Les leçons recueillies dans les pays qui ont accompli des progrès montrent que les démarches basées

sur la volonté de réforme, les mécanismes institutionnels et la prestation de services contribuent à accroître le recours aux méthodes de planning familial et à réduire la fécondité. À l'avenir, les pays où celle-ci reste très élevée et le taux d'utilisation des préservatifs très faible pourraient très bien s'inspirer des politiques adoptées par les nations qui ont progressé dans ce domaine.

Auteurs : Mona Sharan, Saifuddin Ahmed, John May et Agnès Soucat, Groupe de la Banque mondiale.

Évolution de l'indice synthétique de fécondité (ISF) dans quelques pays d'Afrique subsaharienne, 1990–2005



L'élargissement de la couverture de l'assurance santé

Le Ghana et Le Rwanda

Le Rwanda a porté le taux de couverture de son système d'assurance-santé à plus de 90 % de la population en moins de dix ans, tandis que le Ghana a passé le sien au-delà de 50 % en cinq ans environ

Au Rwanda, les ressources financières des dispensaires ont été multipliées par huit en l'espace d'une décennie

Le défi

Au Ghana, les dirigeants nationaux ont constaté que les frais payés par les usagers et, surtout, les lacunes du système d'exemptions en faveur des groupes vulnérables entravaient considérablement l'accès aux soins de santé dans les années 90 et au début des années 2000. En 2001, une nouvelle équipe est arrivée au pouvoir avec un mandat précis : remplacer les frais imposés aux usagers par un système de financement de la santé plus équitable visant à supprimer tout paiement au point de service. Au Rwanda, le génocide de 1994 avait rendu la population encore plus démunie qu'elle ne l'était auparavant : en 2000, plus de 60 % des habitants vivaient encore en dessous du seuil de pauvreté. Pour résoudre le problème de l'accessibilité financière des services de santé posé par la réintroduction des frais d'utilisation (recouvrement des coûts) en 1996, les responsables politiques ont adopté le principe selon lequel chaque citoyen devait être couvert par une assurance santé.

La démarche

Le Rwanda et le Ghana ont adopté des lois et mis en place des cadres institutionnels nationaux, respectivement à partir de 2000 et de 2003, visant à améliorer et développer les régimes d'assurance-maladie communautaires ou organismes de santé mutuels existants en utilisant des subventions croisées financées par le budget national (Rwanda) ou de nouveaux impôts (Ghana) pour appuyer ces régimes et financer les soins de catégories sociales bénéficiant d'exemptions. Les autorités ont eu recours aux techniques et systèmes mis en place par les organismes de santé mutuels existants pour étendre les soins de santé subventionnés par l'État aux populations rurales et aux membres du secteur informel.

Les résultats

Le nombre d'adhérents des régimes d'assurance-maladie a fortement augmenté dans les deux pays après l'intervention du gouvernement et l'entrée en vigueur de la législation.

Par ailleurs, les deux pays sont parvenus à mobiliser beaucoup plus de ressources en faveur du secteur de la santé par le biais des caisses sociales d'assurance-maladie : à l'aide de nouveaux impôts et des cotisations des employés au Ghana ; grâce aux assurés, à l'État et aux bailleurs de fonds au Rwanda. Dans les deux pays, les assurés ont considérablement accru leur utilisation des services de santé en comparaison des personnes non assurées, et il apparaît que l'assurance offre une protection financière aux patients en réduisant les paiements à leur charge.

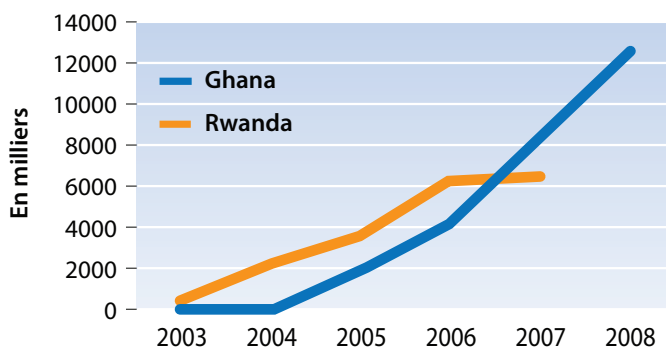
Les enseignements

Deux leçons se dégagent tout particulièrement de ces expériences : premièrement, la détermination des équipes dirigeantes et leur volonté de faire aboutir les réformes jouent un rôle essentiel ; deuxièmement, il s'est révélé nécessaire de passer par une période d'expérimentation et de procéder

à des opérations pilotes pour définir le modèle, les techniques et les instruments qui ont permis de concevoir un système de sécurité sociale national couvrant, pour la première fois en Afrique subsaharienne, les populations rurales et les membres du secteur informel. Ces expériences représentent un changement de modèle dans le secteur de l'assurance-santé en Afrique.

*Auteurs : Chris Atim, François Diop et Agnès Soucat,
Groupe de la Banque mondiale,
Bureau du programme HSO à Dakar*

Croissance du nombre d'adhérents du système national d'assurance-maladie



L'enseignement primaire pour tous grâce à l'abolition des frais de scolarité

En Ouganda, le taux de scolarisation primaire est resté quasiment inchangé durant les 20 années qui ont suivi l'indépendance

En 1997, la suppression des frais de scolarité a fait passer le taux net de scolarisation primaire de 57 % à 85 %

Le défi

Durant les années 70 et 80, diverses crises sociopolitiques et le niveau élevé des frais d'inscription ont freiné les progrès du secteur de l'éducation en Ouganda. En 1980, près de 20 ans après l'indépendance, le taux brut de scolarisation primaire était de 50 % — le même niveau qu'en 1960. De plus, les dépenses publiques consacrées à l'enseignement étaient en recul. En 1985, leur niveau correspondait à environ 27 % de ce qu'il était dans les années 70. Une amélioration sensible a été enregistrée en 1985, lorsque le taux brut de scolarisation a atteint 73 %, mais ce pourcentage est resté inchangé pendant la décennie suivante.

La démarche

Le gouvernement ougandais, qui avait placé l'éducation au centre de son plan d'action pour l'éradication de la pauvreté (PEAP) de 1996, s'est engagé à généraliser l'enseignement primaire par le biais de réformes sectorielles, parmi lesquelles figuraient l'abolition des frais de scolarité dans le cycle primaire à partir de janvier 1997 et des mesures visant à améliorer la gouvernance. Les autorités ont mis en place un système d'allocations par élève et de subventions à l'appui des équipements scolaires afin de transférer le fardeau des frais scolaires des parents à l'État et doter les écoles des ressources dont elles ont besoin pour dispenser un enseignement satisfaisant. Enfin, les pouvoirs publics ont publié dans la presse des informations sur les ressources versées aux bénéficiaires pour prévenir l'utilisation abusive de fonds publics.

Les résultats

La politique de l'éducation a donné immédiatement des résultats. Le taux brut de scolarisation primaire est passé de 77 % en 1996 à 137 % en 1997, tandis que le taux net a été porté de 57 % à 85 %. Les taux de scolarisation sont restés élevés durant les dix années suivantes. La stratégie, en outre, a rendu l'accès à l'enseignement plus équitable pour les enfants pauvres, les filles et les ruraux. Le succès de cette politique sur le plan quantitatif a cependant mis à rude épreuve les infrastructures scolaires, ce qui n'a pas été sans répercussions sur la qualité de l'enseignement primaire.

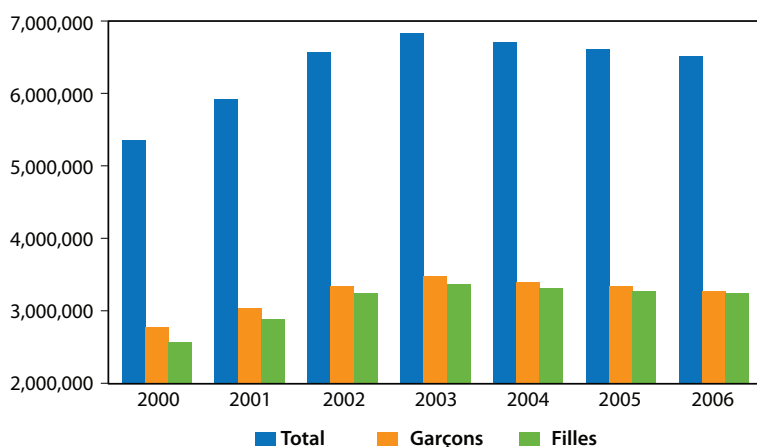
Les enseignements

En fin de compte, la réussite de l'expérience ougandaise en termes d'accès et d'équité dans l'enseignement primaire tient à quatre facteurs : premièrement, la politique bénéficiait de l'engagement résolu des responsables politiques en faveur d'une stratégie de réduction de la pauvreté axée sur le renforcement du capital humain. Deuxièmement, elle s'appuyait sur des partenariats nationaux et

internationaux propices à l'adhésion de la nation aux réformes et à la collaboration des bailleurs de fonds dans le cadre d'une démarche à l'échelle du secteur. Troisièmement, la stratégie prévoyait la planification et la mise en œuvre minutieuse de plusieurs mesures au prioritaires préalables. Quatrièmement, la politique a tiré parti des gains d'efficacité réalisés grâce à la mise en œuvre de mesures visant à améliorer la transparence et la responsabilisation dans l'utilisation des ressources au niveau des établissements scolaires.

Auteurs : B. Essama-Nssah, Groupe de la Banque mondiale

Nombre d'élèves dans les écoles primaires publiques d'Ouganda, 2000–06



Étude sur les exemples de réussite en Afrique,
Bureau de l'économiste en chef,
Région Afrique,
Banque mondiale
<http://go.worldbank.org/OFD841GU60>



LA BANQUE MONDIALE